

Luigi Di Maio

Ministre des Affaires étrangères

« Nous sommes convaincus de pouvoir jouer un rôle de premier plan en Afrique »

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CASLIN

A 34 ans, Luigi Di Maio a déjà une longue carrière politique derrière lui. Élu pour la première fois député en 2013, il devient le plus jeune vice-président de la Chambre de l'histoire de son pays, sous l'étiquette du Mouvement 5 étoiles (M5S), dont il prend la tête en 2017. L'année suivante, il fait son entrée au gouvernement après la victoire électorale de son parti, au ministère du Développement économique, du Travail et des Politiques sociales. En 2019, il est nommé ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le gouvernement Conte II. Il détaille pour *Jeune Afrique* les priorités de la politique étrangère italienne.

Quelles sont aujourd'hui les priorités de votre ministère en Afrique ?

Luigi Di Maio : L'Italie jouit d'une histoire séculaire sur le continent, établie sur des relations politiques traditionnelles, et des échanges commerciaux et économiques importants. Fort de ses liens solides, notre pays a développé une approche stratégique qui englobe les secteurs que nous considérons prioritaires : de la collaboration culturelle et scientifique jusqu'aux actions de soutien à la démocratie ou à la stabilisation des zones en crise. Sans oublier la lutte contre les effets du réchauffement climatique. L'Afrique est une priorité de la politique étrangère italienne. Il s'agit d'un continent dont nous nous sentons proches, et pas seulement pour des raisons géographiques. Nous voulons y être de plus en plus présents

et nous sommes convaincus de pouvoir y jouer un rôle de premier plan aux côtés de nos partenaires.

Comment résumez-vous la politique migratoire de l'Italie ?

Elle est globale dans le sens où il s'agit d'une stratégie qui tient compte des aspects liés à l'assistance des réfugiés et des migrants, et qui vise à aider les pays concernés en Afrique à renforcer leurs moyens de lutte contre les trafics de personnes, tout en créant des opportunités socio-économiques pour leurs populations. Elle se fonde sur un dialogue constant avec les pays d'origine et ceux qui voient transiter les flux.

Est-ce pourquoi l'Italie s'implique davantage ces dernières années dans le Sahel ?

La stabilité de cette région est prioritaire. Elle représente pour nous un intérêt national direct depuis que la continuité géopolitique entre le Sahel et l'Afrique du Nord a été clairement établie après la crise politique et sécuritaire en Libye, et les énormes turbulences qu'elle a provoquées dans l'ensemble des pays sahéliens. L'Italie est donc très active au sein de la coalition du G5 Sahel et a été l'un des pays les plus investis dans la nouvelle stratégie de l'Union européenne (UE) dans la région.

Quelle est justement la position italienne sur la Libye ?

Nous sommes très engagés dans ce pays, où l'Italie soutient la même position depuis le début de la crise :

aucune option militaire mais une solution négociée par les Libyens eux-mêmes. L'intervention de la communauté internationale a permis de créer un espace dans lequel les Libyens ont pu conclure un accord de cessez-le-feu et définir une feuille de route jusqu'aux élections générales de décembre 2021. Autant de progrès qui étaient encore impensables il y a quelques mois et qui demandent à être consolidés. Aujourd'hui, grâce à la détermination des Libyens et aux efforts réalisés par les Nations unies dans le cadre de la conférence de Berlin de janvier 2020, le pays a une vraie opportunité devant lui pour entreprendre une normalisation, qui s'annonce encore longue et semée d'embûches.

Et concernant l'Éthiopie ?

Notre partenariat historique ne se base pas que sur des priorités politiques communes, telle que la stabilisation de la Corne de l'Afrique, mais sur une approche globale incluant la coopération au développement, les relations culturelles et économiques. Dans ce contexte, nous soutenons l'agenda ambitieux en matière de réformes porté par le Premier ministre, Abiy Ahmed, que nous estimons bénéfique pour la population éthiopienne.

Beaucoup de pays européens mettent en œuvre cette « approche intégrée » en Afrique, que l'Italie développe avec l'Éthiopie. Comptez-vous la généraliser à l'ensemble du continent dans le cadre d'une véritable « stratégie africaine » ? →